
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

Nº. CIII.

Du Samedi 10 Octobre 1789.

Séance du Jeudi soir.

ON a fait lecture des différens offres & dons patriotiques. Il paroît que la contribution délibérée ne met pas de bornes à la générosité des citoyens.

M. Salé de Choux, membre de l'assemblée, a porté, de la part de M. Ruthié, receveur des gabelles, à Sanscerre, la somme de mille livres, formant la cinquantième partie de son bien, sans préjudice de la contribution du quart de son revenu.

Un autre membre de l'assemblée a proposé, au nom de M. Antoine Ganscin, curé de Chevanes en Bourgogne, diocèse de Dijon, un don patriotique de la somme de 400 livres, payable par M. Bouillot, curé d'Arnai-le-Duc, membre de l'assemblée.

Messieurs, a dit M. de Lalli-Tollendal, les écoliers & les clercs du collège irlandais, établis à Paris me chargent de déposer aux pieds du roi & de l'assemblée nationale, le produit de toute leur vaisselle & de toute l'argenterie de leur église. Ils me marquent que leur offrande leur a paru trop modique pour qu'il dussent l'adresser directement à votre président. C'est en effet le denier de la

Tome III.

Z

veuve ; mais ils donnent plus que ceux qui donnent beaucoup , car ils donnent tout ce qu'ils ont. Ils me marquent encore que dans leur pauvreté , ils se trouvent trop heureux d'offrir à la France ce foible tribut de la reconnaissance qu'ils doivent à ses bienfaits. Je connois leurs cœurs , messieurs , je garantis leurs sentimens , & je le partage ; lié avec eux par une origine commune , conduits il y a un siècle dans ce pays , par notre fidélité pour le culte de nos pères & pour le sang de nos rois , nous avons voué , nous avons juré les mêmes sentimens à la nouvelle patrie & au nouveau prince qui nous adoptoit. Jamais , messieurs , jamais aucun de nous ne les a trahis , ni ne les trahira.

Je dépose sur ce bureau les récépissés du directeur de la monnoie , & je prends encore la parole dans cette assemblée pour vous faire hommage d'un acte de patriotisme. Dans toute autre circonstance , Messieurs , vous pensez bien que je n'aurois jamais eu la témérité de vous parler de moi personnellement ; mais je vous demande la permission de me rallier en mon ancienne tribu , de joindre ma contribution à la sienne , & de déposer encore sur le bureau le quart de mon revenu , ainsi qu'il est constaté par la déclaration suivante :

Je déclare que je renieis au trésor royal , pour contribution du quart de mon revenu & même au-delà , 3000 livres sur l'année prochaine d'une pension de 1000 écus que j'ai , & qui représente un fonds de 36,000 francs , restant d'un dépôt que mon malheureux père avoit fait pour moi , avant de mourir , entre les mains de feue mademoiselle Dillon , qu'elle avoit remis au feu roi , & que le feu roi avoit ordonné qu'on me délivrât , & qui ne m'a été rendu que sous le roi régnant & par ses ordres. Je me crois doublement obligé à ce sacrifice , en songeant que la justice personnelle du roi & l'intérêt manifesté de la nation , ont sauvé pour moi ce foible débris de naufrage

sanglant, où la perte de ma fortune est la seule chose à laquelle je n'ai pas du penser.

Un membre de l'assemblée, qui avoit fait l'offre d'un quart de son revenu, a demandé s'il ne pouvoit pas se dispenser de payer la taxe décrétée. Le vœu de l'assemblée a été interrogé, & il a été décrété que ceux qui ont fait des dons patriotiques pourront les faire compter comme portion du quart de leur revenu.

M. l'abbé Bousquet a présenté à l'assemblée un ouvrage très-utile sur le droit ecclésiastique français, dans lequel il propose des vues de réforme, & un nouveau code ecclésiastique rapproché de la pureté des principes.

On s'est long-temps occupé des quinze premiers articles de la loi provisoire en matière criminelle. Les débats ont été longs; on a fait quelques changemens dans certains articles, & nous les donnerons tous à-la-fois tels qu'ils doivent être publics.

Après la lecture du procès-verbal, on s'est plaint du défaut de date dans l'adresse aux commettans, & l'on a délibéré qu'elle seroit réimprimée avec la date du premier jour qu'elle a été lue, c'est-à-dire du premier octobre.

M. le président a annoncé qu'on demandoit beaucoup de passe-ports à l'assemblée nationale, & qu'il avoit cru devoir consulter le vœu de l'assemblée sur ce point. On doit observer à ce sujet qu'un ancien décret, à ce qu'on a dit, avoit autorisé le président d'en expédier dans des circonstances antérieures & différentes.

M. Populus a dit qu'on devoit refuser les passe-ports & retirer ceux qui avoient été accordés. « De même que les troupes, disoit-il, ne peuvent abandonner leurs drapeaux quand la patrie est en danger, de même les membres de l'assemblée nationale ne peuvent pas se séparer. »

Les sentimens de M. Populus étoient, sans doute, ceux de l'assemblée, parce que ce n'est qu'avec du courage,

de la confiance, & le mépris généreux de la vie qu'on gagne des batailles, & que l'on fait des constitutions.

« L'assemblée n'en fera pas moins une, disoit M. de Bonnai, quand même elle seroit moins nombreuse. »

M. Vernières a fait sentir le danger des émigrations.

M. de Goui disoit qu'il falloit donner des passe-ports quand les motifs étoient légitimes, & qu'il étoit juste & sage de ne pas les refuser, si c'étoit seulement des titres pour prouver qu'on étoit membre de l'assemblée.

M. l'abbé du Plaquet a dit qu'il n'en avoit demandé que pour avoir la preuve authentique; qu'il étoit le représentant de la nation, & qu'il avoit fait la déclaration de ce motif au secrétariat.

M. de Volney trouvoit la question délicate, mais il pensoit que les membres de l'assemblée étoient libres les uns envers les autres; qu'ils n'étoient responsables qu'envers eux-mêmes & leurs commettans; que chacun étoit son juge sur ce point, & que l'assemblée pouvoit se dispenser de donner des passe-ports.

Il faut retirer les passe-ports, ajoutoit M. Treilhard, en refuser d'autres, & rappeler les absens à moins de causes légitimes.

« S'il s'est jamais trouvé des circonstances où les membres de l'assemblée doivent demeurer réunis, disoit M. de Marguerites, c'est bien celle-ci. Mais je demande que l'on déclare coupable de *lèse-nation*, ceux qui maltraiteront quelque membre de l'assemblée en propos injurieux ou de toute autre manière.

M. Desmeuniers demandoit le renouvellement du décret sur l'inviolabilité de la personne des représentans de la nation.

M. de Mirabeau croyoit qu'il n'y avoit lieu à délibérer sur l'inviolabilité déjà décrétée, mais seulement sur les passe-ports; que tout passe-port donné dans une période d'agitation, étoit une infraction au serment qui avoit été fait.

Un autre membre a proposé de prendre un décret pour l'inviolabilité & la liberté des membres de l'assemblée.

Plusieurs pensoient qu'il n'y avoit lieu à délibérer sur de pareilles questions ; mais la majorité a cru qu'il falloit délibérer.

« Il y a de la différence, disoit M. Barnave, entre laisser à chacun la liberté de faire ce qu'il voudra, & paroître approuver la désertion en donnant des passe-ports arbitrairement ; le président ne peut en accorder que d'après l'autorisation de l'assemblée. »

M. Dumetiz envisageoit la question sous le rapport de la violation du serment que les membres avoient fait de ne pas se séparer, & réclamoit qu'on allât aux voix.

M. de Bouismard a dit que les passe-ports ne devoient être accordés que sur la demande qui en sera faite dans l'assemblée ; après quelques débats sur une épreuve qui avoit paru douteuse, M. de Mirabeau a proposé l'arrêté suivant, qui a été adopté.

« Aucun passe-port de l'assemblée nationale ne sera délivré aux députés qui la composent, que sur les motifs dont l'exposé sera fait dans l'assemblée. »

On a repris ensuite la délibération sur les articles du décret concernant la réformation *provisoire* de la procédure criminelle, dont on avoit déjà délibéré quinze articles dans la séance précédente. Les articles XVI, XVII & XVIII ont été adoptés avec quelques légers amendemens. Comme l'on avoit décidé la veille, que la discussion seroit fermée, ne s'agissant que d'une *loi provisoire*, il est aussi inutile de discuter les dispositions de cette loi, qui sera sans doute préférable aux loix anciennes, que de présenter les améliorations & les réformes plus salutaires qui auroient été faites, si les circonstances n'avoient pas été aussi urgentes. L'établissement des jugemens par jurés, qui fait la gloire de la législation anglaise, & qui conservera la liberté civile à cette sage nation, quand même la

liberté politique seroit perdue, est sans doute préférable à l'établissement des adjoints ; mais une réformation des abus n'est pas une régénération des loix , & il faut attendre qu'un comité de législation instruit & nombreux , & surtout quelques années de réflexions tranquilles puissent produire un code criminel, dans lequel la théorie des preuves fera moins imparfaite, les loix pénales moins criminelles, plus morales, plus proportionnées aux délits, & l'instruction des procédures plus prompte, sans sacrifier l'intérêt de l'accusé, & sans compromettre la sûreté sociale.

En attendant que ce comité soit établi, & qu'il s'occupe d'un bon code criminel, qui est le chef-d'œuvre de la législation, sur-tout dans un pays où les loix civiles sont aussi nombreuses qu'imparfaites, nous donnerons la nouvelle loi provisoire en matière criminelle, dès qu'elle sera entièrement adoptée.

On alloit passer à l'article 19 sur les *faits justificatifs*, lorsqu'un officier de la garde nationale a apporté une lettre du roi à l'assemblée ; M. le président en a fait lecture ; elle étoit conçue en ces termes :

MESSIEURS,

« Les témoignages d'affection & de fidélité que j'ai reçus des habitans de ma bonne ville de Paris, & les instances de la commune me déterminent à y fixer mon séjour le plus habituel ; & dans la confiance où je suis toujours que que vous ne voulez pas vous séparer de moi, je desirer que vous nommiez des commissaires pour rechercher ici le local le plus convenable, & je donnerai sans délai, les ordres nécessaires pour le préparer : ainsi, sans ralentir vos utiles travaux, je rendrai plus faciles & plus promptes les communications qu'une confiance mutuelle rend de plus en plus nécessaire », *Signé* LOUIS.

Paris, ce 9 octobre 1889.

Après la lecture de cette lettre , M. le vicomte de Noailles a demandé la parole ; il a cru qu'il étoit de la dignité de l'assemblée de délibérer sur la réponse à faire à sa majesté. M. de Bonnai a demandé aussi que l'on s'en occupât sur - le - champ.

MM. Desneuniers, Bergasse, la Zironle, Dumetz, Treillard, Deschamps, Populus, Guillotin, Goupilleau, Duquesnoi & plusieurs autres membres, pensoient qu'il falloit envoyer une députation pour répondre au roi, & des commissaires pour rechercher un local convenable aux séances. On a discuté, quelque temps, les motifs & les circonstances du décret du 6 octobre, mais on n'a pas craint le défaut de liberté pour l'assemblée. Qui pourroit penser en effet que la capitale seroit jamais séparée, de vœu & d'intérêt, de la majeure partie de la nation ? N'est-ce pas aux courageux citoyens de Paris que nous devons les deux grandes révolutions qui ont fait périr d'un seul coup l'aristocratie & le despotisme ? Le patriotisme d'aucun peuple, des Romains eux-mêmes, a-t-il rien produit d'aussi grand, d'aussi digne d'admiration que les deux événemens soudains & imprévus, par lesquels l'Europe étonnée verra s'élever une constitution politique, qui, propagée dans les autres états, en bannira pour jamais le pouvoir absolu & le régime féodal ? La liberté doit faire plus facilement des progrès que la servitude, parce qu'elle a dans le cœur de l'homme un germe impérissable & immortel.

Ce seroit mal connoître l'esprit public de la première cité du monde, ce seroit la calomnier, si l'on pensoit un instant que le théâtre de la liberté française pût en devenir l'effroi. Chacun de ses habitans sera le gardien de la foi publique, & le gage de la sûreté de chaque représentant de la nation.

Chez quel peuple la personne d'un ambassadeur n'est-elle pas inviolable ? sa tête ne repose-t-elle pas sur le droit,

des gens & même chez les nations rivales ou ennemies ; & l'on voudroit insinuer que le député de la nation ne sera pas libre au milieu de sa nation même. Loin de nous de pareilles idées. Chaque député est l'organe de la province qui l'envoie , & cet organe doit être libre ; aucun obstacle ne peut l'empêcher d'agir ; aucune force ne peut l'empêcher d'être juste. Sa conscience , ses commettans , la nation entière , voilà ses juges. Comment chaque province , qui a des droits également sacrés & une fierté naturelle , pourroit-elle parler par la bouche d'un homme auquel on inspireroit quelque terreur ? Ce n'est pas à des esclaves d'élever l'édifice de la liberté ; non , non , cette liberté sainte ne sera pas déshonorée chez le peuple le plus franc , le plus loyal , le plus généreux de la terre ; & si elle pouvoit jamais être méconnue dans quelque partie de l'empire français , c'est sur les ruines de la bastille , c'est au milieu de ses illustres vainqueurs qu'il faudroit la réclamer.

L'assemblée , pleine de confiance dans les habitans de la capitale , & pénétrée d'attachement pour la personne sacrée du monarque , a pris l'arrêté suivant.]

« L'assemblée nationale , d'après la lettre du roi , datée de ce jour , & conformément au décret du 6 de ce mois , a arrêté qu'elle se transportera à Paris , aussi-tôt que les commissaires , qu'elle a nommés , auront déterminé & fait disposer le local qui lui convient. »

A V I S.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal , n^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.